

La seule solution pour en finir avec le chômage

Dans tous les sondages, l'emploi est la première préoccupation. Et pour cause ! En mai 2012, la France comptait

- ▶ 5 millions de chômeurs, aujourd'hui, elle en compte aujourd'hui 6,5 millions (plus de 10,6% de la population active) auxquels il faut ajouter
- ▶ 1,5 millions de personnes sans emploi, non recensées par Pôle emploi.
- ▶ 3,2 millions de personnes ont un statut précaire soit 12,5% des emplois.
- ▶ 2 millions de jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi contraint, ni en éducation, ni en formation.
- ▶ 1 million de salariés sont en travail partiel et vivent avec moins de 800€ par mois.

Des fleurons de notre industrie ont disparu, bradés, délocalisés. Des régions industrielles entières ont été anéanties. Depuis 30 ans, des millions d'emplois ont été supprimés. Les gouvernements ont privatisé, livré le secteur public aux capitalistes.

Les multinationales françaises sont au 4^{ème} rang dans le classement des 500 premières dans le monde.

Des bénéfiques records pour les 40 premières entreprises françaises (CAC 40): 65 milliards d'euros, +35% par rapport à 2013.

Au 1^{er} semestre 2016, ces seuls groupes du CAC40 ont annoncé avoir déjà engrangé 42,3 milliards de profits, 11% de plus qu'au 1^{er} semestre 2015.

Ces profits ne servent pas à investir pour développer l'économie et créer des emplois

⇒ Ils servent au versement de dividendes aux actionnaires. En 1992, les entreprises du CAC 40 reversaient 7 milliards d'euros de leurs profits à leurs actionnaires, en 2014 ce chiffre s'élève à 46 milliards.

⇒ Ils servent à la spéculation financière. En 2015, 257 milliards d'euros sont allés à des opérations de spéculation. Alors que les investis-

sements sont au plus bas, spéculer permet de réaliser très rapidement des profits maximums.

⇒ Ces groupes échappent à l'impôt, leur fraude fiscale se monte à des centaines de milliards. Le gouvernement transfère de l'argent public dans les poches du capital, 275 milliards de cadeaux chaque année.

⇒ Ils utilisent les progrès techniques considérables comme le numérique, l'intelligence artificielle, qui créent la possibilité de mutations considérables dans tous les domaines de la société. Ils en font de nouvelles sources de profits, développent de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs. Google contrôle 90 % de la recherche dans le monde, Apple 45 % du trafic Web, Facebook 75 % des pages vues sur les réseaux sociaux, sans compter Amazon n°1 du e-commerce. Ces quatre entreprises et Microsoft n'ont payé en France que 37,5 millions d'euros d'impôt sur les sociétés pour l'exercice 2011, manque à gagner pour l'Etat français : quelque 800 millions d'euros sur cette seule année.

Le but de Hollande comme Sarkozy avant lui est de satisfaire les exigences du capital qui en veut toujours plus. Pour leur permettre d'exploiter encore plus les travailleurs, il a imposé avec le 49-3 au Parlement la loi « travail » qui accélère la casse du code du travail.

Ces multinationales capitalistes qui possèdent les moyens de production et d'échange, l'essentiel des moyens financiers sont les maîtres du pays.

Pour appliquer leur politique ils disposent de partis politiques qui occupent en alternance le pouvoir. Aujourd'hui, ils s'activent pour mettre en place une relève à Hollande, qu'elle soit de droite avec les Républicains, le PS ou qu'elle émane du Front National.

Les moyens existent pour investir dans le développement économi-

que, créer des centaines de milliers d'emplois rapidement.

2.500 milliards de richesses ont été créés annuellement par le travail des salariés. Les profits sont fabuleux, des centaines de milliards vont à la spéculation la fraude, les cadeaux aux entreprises capitalistes. Les progrès techniques, scientifiques ouvrent de nouvelles possibilités extraordinaires.

La France est la 5^{ème} puissance économique mondiale, la 2^{ème} en Europe

Comment disposer de ces Moyens ?

Notre Parti le dit haut et fort.

Une seule solution :

Il faut avant tout s'attaquer aux groupes capitalistes, aux multinationales industrielles, aux banques et sociétés financières qui doivent devenir la propriété du peuple et gérés par ses représentants élus.

Les forces productives libérées de l'exploitation capitaliste permettront de développer une industrie nouvelle dynamique, de créer des centaines de milliers d'emplois, d'augmenter les salaires, de développer les services publics de santé pour tous, l'éducation, la formation, la recherche.

Il faut arracher le pouvoir économique et financier, le pouvoir politique aux multinationales capitaliste.

C'est la seule alternative crédible à la situation actuelle.

Elle sera portée par le candidat de notre Parti.

Il faut en finir avec ce système qui pille les ressources de la nation et du peuple.

Pour y parvenir dès maintenant: la lutte.

Nous vous proposons de la mener ensemble.